

M. Broadbent: Je voudrais poursuivre cette fascinante série de questions, auxquelles le ministre donne de tout aussi fascinantes non-réponses. Cela fait penser aux réponses que faisait autrefois le ministre de l'Industrie et du Commerce...

Des voix: Le vote!

M. Broadbent: ... sur la question des sommes consacrées aux programmes de recherche et de développement scientifiques. La fascinante théorie qui avait cours chez les libéraux à l'époque voulait que, si l'on affectait un million de dollars à un programme de recherche et de développement, il en découlait inévitablement, par un processus mystérieux, un profit pour l'économie et pour la qualité de la recherche scientifique. Ce n'est pas une bien profonde analyse des causalités, tant dans le domaine scientifique qu'économique.

Si le gouvernement a décidé qu'en allégeant de quelques centaines de millions de dollars la charge fiscale des entreprises, il agira sur le chômage, cela me paraît une conclusion raisonnable qu'un enfant de cinq ans pourrait tirer. Mais une politique économique intelligente consiste à obtenir le maximum de résultat pour chaque dollar d'investissement.

J'aimerais que le ministre nous dise pourquoi le gouvernement n'a pas rattaché les dégrèvements fiscaux à l'expansion réelle de l'emploi, puisqu'il avait vraiment l'intention de stimuler l'économie? Je me rends compte que la stimulation de l'économie ne provoquera peut-être pas directement une recrudescence de l'emploi mais peut-être d'un accroissement de l'efficacité. Comme, au dire du ministre, le gouvernement a pris cette initiative à ce moment-là parce qu'il fallait donner à l'économie une nouvelle poussée et créer plus d'emplois, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas dit alors: Vous aurez votre réduction d'impôt de 7 p. 100 si vous prouvez, à la fin de l'année financière, que le nombre de vos emplois a augmenté dans telle ou telle proportion?

L'hon. M. Mahoney: Tout d'abord, monsieur le président, je ne voudrais certainement pas que le député croie avoir blessé mon amour-propre...

M. Broadbent: C'est impossible!

L'hon. M. Mahoney: ... en me comparant au ministre de l'Industrie et du Commerce, l'actuel ou n'importe lequel de ses prédécesseurs. Hélas, parfois, les réponses à de simples questions tendent à être complexes et les questions parfois, quoique simples en elles-mêmes, ont trait à des sujets complexes. En posant la question dans les termes qu'il a employés, peut-être le député montre-t-il le souci qu'il a, par exemple, des industries de fabrication et de services, à l'exclusion de celle des ressources.

Il me semble qu'une réduction fiscale qui permet à une compagnie d'être source de nouveaux emplois, quoique non pas nécessairement chez elles, et d'acheter des biens et des services de ses fournisseurs, ce qui permet à ces derniers de créer de nouveaux emplois, est une initiative valable. L'économie, loin de là, n'est pas aussi simple que le député voudrait nous le faire entendre. Il s'inquiète, par exemple, du nombre relativement restreint de personnes employées dans l'exploitation minière. C'est bien, mais un grand nombre de personnes sont employées par les chemins de fer, pour transporter le minerai, et un grand nombre de personnes sont employées dans les aciéries, qui alimentent la fabrication des camions et des wagons, etc., servant au transport du minerai. Rattacher les réduc-

[L'hon. M. Mahoney.]

tions fiscales simplement à l'emploi direct serait rendre un mauvais service à l'économie très complexe du Canada d'aujourd'hui. Notre économie n'est pas une simple opération et elle ne se prête pas à des réponses simplistes.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Monsieur le président, après cela, je ne dirai pas que la réponse du ministre était simpliste, mais je ne suis pas sûr qu'il ait laissé entendre que ma solution en réponse à ma propre question était simpliste. Je voudrais acculer le ministre à la logique de sa propre réponse et voir s'il peut échapper à ce dilemme: sauf erreur, il a dit que le secteur de la fabrication ou celui des services procure à la main-d'œuvre plus de possibilités que le secteur des ressources; par conséquent, si c'est ce dont on se préoccupe, le gouvernement, et pour cause, aurait dû appliquer l'avantage fiscal seulement à ces deux secteurs s'il voulait créer plus d'emploi. Mais il a ajouté que l'économie est plus complexe que cela; que même si le secteur des ressources obtient l'encouragement, cela ne sera pas sans effets, puisqu'il achète des biens et des services d'autres secteurs de l'économie, et il a cité l'emploi de travailleurs par les chemins de fer et les aciéries et le transport du minerai par wagons et camions.

Monsieur le président, on passe là à côté de l'essentiel. Bien sûr, le secteur des ressources achète des marchandises et des services aux autres secteurs; mais le secteur de la fabrication aussi. Assurément, c'est cela qui compte. Si on a une industrie sidérurgique, une usine de textiles ou une usine d'automobiles qui, dans leur exploitation, emploient plus de gens par dollar investi que le secteur des ressources, cela fait boule de neige, étant donné toutes les marchandises et tous les services que ces industries achètent aux autres secteurs, si bien que le nombre total d'emplois créés sera malgré tout supérieur à ce qu'il serait si on laissait une partie des capitaux aller au secteur des ressources. J'aimerais que le ministre réponde à cela.

L'hon. M. Mahoney: Je ne pense vraiment pas pouvoir ajouter grand-chose à ce que j'ai déjà dit. J'estime que le comportement d'ensemble de notre économie a justifié le jugement du gouvernement à cet égard. Je suppose que le député trouve que la fabrication à la main de fouets pour boghei créerait un grand nombre d'emplois, mais il se pourrait qu'il n'y ait pas beaucoup de débouchés pour le produit de cette industrie de main-d'œuvre.

Je crois que le Canada doit gérer l'économie qui est la sienne, et non celle qu'il voudrait avoir, ou que le député voudrait qu'il ait, et il nous faut donc travailler avec les outils dont nous disposons. Je dois dire que les dernières statistiques sur le comportement de notre économie l'an dernier et jusqu'à maintenant donnent à croire que les résultats ont été assez satisfaisants.

M. Salzman: Monsieur le président, je sais que le ministre d'État connaît fort bien l'industrie des ressources, et j'aimerais donc lui poser une question quant à la manière dont une réduction d'impôt stimule la mise en valeur des ressources. Je crois savoir, pour le moment, qu'il y a eu un resserrement des marchés mondiaux et que la demande pour bon nombre de nos minerais a baissé. On a congédié des employés dans l'industrie du nickel, dans celle du fer, et dans d'autres industries du même genre. Dans ces conditions de faible demande mondiale, le ministre pourrait-il nous expliquer comment une réduction de l'impôt pour ces industries va stimuler l'économie?